

Accueil>Intenter une action en justice>Où et comment>Coûts

Coûts

Tchéquie

Vous trouverez sur cette page des informations détaillées sur les frais de justice en République tchèque.

[Droit de la famille – divorce](#)

[Droit de la famille – garde des enfants et pension alimentaire](#)

[Droit commercial – contrats](#)

[Droit commercial – responsabilité](#)

Cadre réglementaire régissant les honoraires des professions juridiques

Avocats et juristes

Il n'existe qu'un seul type d'avocats en République tchèque; il n'y a ni conseiller juridique ni avoué.

[Le règlement du ministère de la justice n° 177/1996 Rec. du 4 juin 1996](#) fixe les honoraires des avocats et la rémunération de leurs services juridiques. Cette réglementation est disponible en anglais sur le site web de l'Ordre tchèque des avocats.

Les honoraires des avocats peuvent également être convenus en privé entre les parties concernées.

Dans la plupart des affaires civiles (y compris en droit de la famille et en droit commercial), la représentation juridique n'est pas obligatoire.

Coûts fixes

Coûts fixes dans les procédures civiles

Coûts fixes supportés par les parties adverses dans les procédures civiles

La loi n° 549/1991 Rec. sur les frais de justice (aucune version en anglais n'est disponible) régit les frais encourus dans le cadre d'une procédure civile. Ils varient selon le type de procédure. Des frais forfaitaires s'appliquent dans certains cas; dans d'autres, les frais à payer sont calculés en fonction d'un pourcentage.

Dans tous les cas, les frais doivent être réglés en monnaie tchèque (CZK) et les paiements peuvent être effectués par virement bancaire sur le compte du trésor public (ou de la juridiction). Les frais inférieurs à 5 000 CZK peuvent être réglés en timbres fiscaux (*kolek*), vendus dans les bureaux de poste et d'autres points de vente.

La juridiction doit notifier au demandeur les montants précis qu'il doit supporter.

Stade de la procédure civile auquel les coûts fixes doivent être réglés

Les frais de justice doivent être réglés lorsque naît l'obligation de les payer (par exemple, à l'introduction de l'action en justice). Si les frais de procédure n'ont pas été acquittés, la juridiction enjoint à la partie débitrice de les payer dans le délai qui lui est imparti. À défaut de paiement à l'expiration du délai alloué, la juridiction clôt la procédure.

Coûts fixes dans les procédures pénales

Coûts fixes supportés par les parties adverses dans les procédures pénales

Les procédures pénales sont toujours déclenchées d'office (par le bureau du procureur) et le défendeur acquitte uniquement les coûts de représentation légale (s'il n'a pas obtenu le droit à une défense gratuite ou à frais réduits). Toutefois, si le défendeur a été définitivement condamné, il est tenu de rembourser les coûts de la procédure pénale à l'État au montant prévu par la loi.

Stade de la procédure pénale auquel les coûts fixes doivent être payés

Aucun frais de justice n'est encouru dans les procédures pénales.

Coûts fixes dans les procédures engagées devant la Cour constitutionnelle

Coûts fixes supportés par les parties adverses dans les procédures engagées devant la Cour constitutionnelle

Aucun coût fixe n'est encouru dans les procédures engagées devant la **Cour constitutionnelle** tchèque; néanmoins, une représentation par un avocat est obligatoire.

Stade de la procédure constitutionnelle auquel les coûts fixes doivent être payés

Cette procédure n'engage aucun frais forfaitaire.

Informations préalables que doivent fournir les représentants légaux

Droits et obligations des parties

Les avocats des parties ne sont pas tenus de fournir des informations préalables.

Les droits et obligations des parties peuvent être convenus entre l'avocat et son client.

S'informer sur les frais de justice

Où trouver des informations sur la taxation des dépens en République tchèque?

Il est conseillé de consulter un avocat pour chaque affaire spécifique. Dès le début de la procédure, la juridiction est tenue d'informer des frais de justice à payer.

Dans quelles langues obtenir des informations sur les frais en République tchèque?

Le tchèque étant la seule langue officielle en République tchèque, il n'y a aucune obligation de fournir des informations dans d'autres langues. La qualité des informations dépend donc de la volonté et des compétences des personnes qui communiquent ces informations.

Où trouver des informations concernant la médiation?

Des informations sur la médiation sont disponibles sur le site web de l'[Association des médiateurs de la République tchèque](#) (AMČR).

Les informations sur les médiateurs enregistrés sont disponibles sur le site web du [ministère de la justice](#) ou en consultant directement la base de données

[Liste des médiateurs](#).

Où trouver des informations complémentaires sur les frais?

Sites web fournissant des informations sur les frais

Il n'existe aucun site web officiel fournissant des informations sur les frais.

Où trouver des informations sur la durée moyenne des différentes procédures?

Des données statistiques sur les activités des tribunaux et des parquets sont disponibles sur le site web du [ministère de la justice](#).

Où trouver des informations sur le coût global moyen d'une procédure particulière?

Les frais encourus diffèrent selon les caractéristiques de chaque affaire. Le coût global moyen des frais de justice ne fait donc pas l'objet d'un suivi.

TVA

Où trouver des informations?

Les frais de justice sont exonérés de la TVA et leur montant est limité. Les honoraires des avocats ne comprennent pas la TVA. Cependant, certains cabinets d'avocats assujettis à la TVA facturent la TVA (21%). La TVA et son versement sont régis par la loi n° 235/2004 Rec. sur la taxe sur la valeur ajoutée.

Quels sont les taux applicables?

Le taux normal est de 21% et le taux réduit de 15%.

Aide juridictionnelle

Seuil de revenu applicable dans les procédures civiles

Aucun seuil de revenu spécifique n'est fixé. Les critères d'obtention de l'aide juridictionnelle tiennent compte non seulement des revenus de la personne, mais également de la situation financière générale de son foyer. Lorsqu'il est nécessaire de protéger les intérêts d'une partie (notamment si la procédure est complexe sur le fond ou la forme) ou s'il s'agit d'une procédure dans laquelle la représentation par un avocat est obligatoire et que la situation de la partie le justifie, la juridiction désigne un avocat pour la représenter. La juridiction exempte alors la partie de payer les honoraires de cet avocat ainsi que les frais de justice.

L'Ordre tchèque des avocats octroie également une aide juridictionnelle gratuite par l'intermédiaire d'ONG spécialisées (en fonction de l'objet de la procédure).

Seuil de revenu applicable aux défendeurs dans les procédures pénales

Aucun seuil de revenu spécifique n'est fixé. La juridiction désigne un avocat pour représenter un défendeur chaque fois qu'une représentation légale est obligatoire et que le défendeur ne dispose pas d'un avocat personnel.

Si le défendeur a justifié qu'il ne dispose pas de ressources suffisantes pour supporter les frais de sa défense, la juridiction lui accorde le droit d'être défendu gratuitement ou à un tarif réduit.

Seuil de revenu applicable aux victimes (personnes lésées) dans les procédures pénales

Dans le cadre d'une procédure pénale, toute victime âgée de moins de 18 ans est en droit d'être représentée gratuitement par un avocat, sauf en cas de délit d'abandon de famille par négligence de paiement de pension alimentaire.

La victime a également le droit d'être représentée gratuitement par un avocat si celle-ci est :

une victime particulièrement vulnérable en vertu de la loi n° 45/2013 Rec. relative aux victimes d'infractions pénales et portant modification de certaines lois (loi sur les victimes d'infractions);

une personne qui a subi un préjudice corporel grave à la suite d'une infraction pénale intentionnelle,

une survivante, dont un proche ou un membre de famille est décédé à la suite d'une infraction pénale,

si elle justifie qu'elle ne dispose pas de ressources suffisantes pour supporter les frais de sa propre représentation. Ces personnes sont en droit de choisir leur propre avocat et, à défaut, l'autorité répressive compétente en désigne un à leur intention.

Si la victime est également une victime particulièrement vulnérable, elle bénéficie en outre d'une **aide juridictionnelle dans une mesure limitée en vertu de la loi sur les victimes d'infractions**. Cette aide juridictionnelle est octroyée par des avocats qui ont exprimé leur intérêt à offrir une aide juridique à ces victimes à titre gratuit et dans une certaine mesure, et qui sont inscrits dans le registre prévu à cet effet du ministère de la justice.

Autres conditions relatives à l'octroi de l'aide juridictionnelle aux victimes

Les organisations non gouvernementales à but non lucratif, ayant rempli les conditions fixées et ayant été accréditées par le ministère de la justice et le service de probation et de médiation, peuvent fournir des **informations juridiques** aux victimes d'infractions (notamment des informations sur leurs droits en vertu de la loi sur les victimes d'infractions et les droits des victimes dans les procédures pénales). Toutefois, ces informations juridiques ne constituent pas directement une aide juridictionnelle.

Autres conditions relatives à l'octroi d'une aide juridictionnelle aux défendeurs.

Les informations ci-dessus concernant le seuil de revenu applicable aux défendeurs pour l'octroi d'une aide juridique dans des affaires pénales s'appliquent également dans le cas présent.

Procédures judiciaires exemptes de frais

Le dépôt d'une plainte auprès de la **Cour constitutionnelle** est gratuit. Certains types de procédures (visés à l'article 11 de la loi n° 549/1991 Rec. sur les frais d'instance) sont également exempts de frais d'instance: par exemple, lorsque le demandeur est mineur ainsi que dans d'autres cas (lorsque l'État ou les entités publiques sont parties à la procédure, en cas de demande d'asile par une personne étrangère ou dans d'autres affaires impliquant des parties se trouvant «en situation de faiblesse»).

Quand la partie succombante doit-elle supporter les dépens de la partie gagnante?

Il revient au juge d'en décider (dans sa décision finale) en fonction des spécificités de l'affaire; il peut condamner la partie qui succombe à payer tout ou partie des dépens. Toutefois, ce principe ne s'applique pas aux procédures de divorce. Les condamnations aux dépens peuvent également comprendre les honoraires d'avocat.

Honoraires des experts

La juridiction règle les honoraires des experts qu'elle nomme. Les parties supportent les honoraires des experts uniquement lorsqu'elles font elles-mêmes appel aux services d'un expert. Dans certains cas, la juridiction peut condamner la partie qui succombe à payer les honoraires des experts.

Honoraires des traducteurs et interprètes

La juridiction prend en charge les honoraires des traducteurs et interprètes dans le cadre des procédures de justice. Lorsqu'une partie est étrangère et qu'elle ne comprend pas le tchèque, elle est autorisée à s'adresser à la juridiction dans sa langue maternelle.

Documents connexes

[Rapport de la République tchèque sur l'étude de la transparence des coûts](#) PDF (703 Kb) [en](#)

Dernière mise à jour: 28/02/2022

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou

données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

Étude de cas n° 1 – droit de la famille – divorce - République tchèque

Dans cette étude de cas sur le droit de la famille - divorce, il a été demandé aux États membres de conseiller la partie qui demande le divorce au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Cas A – Situation nationale: un couple se marie. Par la suite, les époux se séparent et conviennent de divorcer.

Cas B – Situation transnationale: deux ressortissants d'un même État membre (État membre A) se marient. Le mariage est célébré dans l'État membre A. Par la suite, les époux partent vivre et travailler dans un autre État membre (État membre B), dans lequel ils établissent leur résidence. Peu après, le couple se sépare; la femme retourne dans l'État membre A, tandis que le mari reste dans l'État membre B. Le couple convient de divorcer. Dès son retour dans l'État membre A, la femme introduit une demande de divorce auprès d'une juridiction de l'État membre B.

Frais en République tchèque

Frais afférents aux instances, aux appels et aux modes alternatifs de règlement des conflits (MARC)

Étude de cas	Instances			Appels			Modes alternatifs de règlement des conflits	
	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Autres frais	Ce mode de règlement est-il possible pour résoudre ce type de conflit?	Frais
Cas A	2 000 CZK	Sans objet (s.o.)	s.o.	2 000 CZK	s.o.	s.o.	Oui (facultatif)	Montant contractuel (dans le cas d'un premier entretien avec un médiateur nommé par la juridiction, 400 CZK par heure entamée)
Cas B	2 000 CZK	s.o.	s.o.	2 000 CZK	s.o.	s.o.	Oui (facultatif)	Montant contractuel (dans le cas d'un premier entretien avec un médiateur nommé par la juridiction, 400 CZK par heure entamée)

Honoraires de l'avocat, de l'huissier et de l'expert

Étude de cas	Avocat		Huissier			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Frais
Cas A	Non.	Montant contractuel, mais selon le tarif de l'avocat 1 500 CZK par acte	Non	-	-	Non.	De 100 à 350 CZK de l'heure
Cas B	Non.	Montant contractuel	Non (cela dépend de l'autre pays concerné)	-	-	Non.	De 100 à 350 CZK de l'heure

Frais d'indemnisation des témoins, de gage ou de garantie et autres frais connexes

Étude de cas	Indemnisation des témoins		Gage ou garantie		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Frais	Ce dispositif existe-t-il et quand et comment y a-t-on recours?	Frais	Description	Frais
Cas A	Oui. Les frais réels encourus sont payés.	Ils varient en fonction des spécificités de l'affaire	Non.	-	-	-
Cas B	Oui. Les frais réels encourus sont payés.	Ils varient en fonction des spécificités de l'affaire	Non.	-	-	-

Coût de l'aide juridictionnelle et autres défraiements

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements			
		Quand l'aide juridictionnelle est-elle	Quelles sont les conditions?			Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide

	Quand et à quelles conditions est-elle applicable?	octroyée intégralement?		La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas intégral, quel en est le pourcentage en règle générale?		juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a versée?
Cas A	Uniquement les ONG	-	-	En règle générale, non. Toutefois, la juridiction peut accorder des indemnités si les circonstances du cas le justifient.	-	Cela dépend de la décision de la juridiction, mais en général aucun.	Non.
Cas B	Voir la directive relative à l'aide juridictionnelle dans les litiges transfrontaliers.	-	-	En règle générale, non. Toutefois, la juridiction peut accorder des indemnités si les circonstances du cas le justifient.	-	Cela dépend de la décision de la juridiction, mais en général aucun.	Non.

Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transnationaux?	
	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Quel est son coût approximatif?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Quel est son coût approximatif?	Description	Quel est son coût approximatif?
Cas A	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	De 100 à 350 CZK par page		-	-	-
Cas B	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	De 100 à 350 CZK par page	Lorsque la partie ou le témoin est étranger ou ne comprend pas le tchèque.	De 100 à 350 CZK de l'heure	-	-

Dernière mise à jour: 02/11/2020

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

Étude de cas n° 2 – droit de la famille – garde des enfants - République tchèque

Dans cette étude de cas portant sur le droit de la famille – garde des enfants, il a été demandé aux États membres de conseiller la partie qui demande la garde de l'enfant au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Cas A – Situation nationale: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage pendant plusieurs années. Elles ont un enfant de trois ans, lorsqu'elles se séparent. Un jugement accorde la garde de l'enfant à la mère et un droit de visite au père. La mère intente une action en justice pour limiter le droit de visite accordé au père.

Cas B – Situation transnationale du point de vue d'un avocat exerçant dans l'État membre A: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage dans un État membre (État membre B) pendant plusieurs années. Elles ont un enfant ensemble, mais se séparent immédiatement après la naissance de celui-ci. Un jugement rendu dans l'État membre B accorde le droit de garde de l'enfant à la mère et un droit de visite au père. La mère et l'enfant déménagent dans un autre État membre (État membre A) conformément à la décision de la juridiction, et le père reste dans l'État membre B. Après quelques années, la mère intente une action dans l'État membre A pour régler les relations personnelles de l'enfant avec le père.

Frais en République tchèque

Frais afférents aux instances, aux appels et aux modes alternatifs de règlement des conflits

Étude de cas	Instances			Appels			Modes alternatifs de règlement des conflits	
	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Autres frais	Ce mode de règlement est-il possible pour résoudre ce type de cas?	Frais
Cas A	0 CZK	Sans objet (s.o.)	s.o.	0 CZK	s.o.	s.o.	Oui	Montant contractuel (dans le cas d'un premier entretien avec un médiateur nommé par la juridiction, 400

								CZK par heure entamée)
Cas B	0 CZK	Sans objet (s.o.)	s.o.	0 CZK	s.o.	s.o.	Oui	Montant contractuel (dans le cas d'un premier entretien avec un médiateur nommé par la juridiction, 400 CZK par heure entamée)

Honoraires de l'avocat, de l'huissier et de l'expert

Étude de cas	Avocat		Huissier			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Frais
Cas A	Non	Montant contractuel, mais selon le tarif de l'avocat 1 000 CZK par acte	Non	-	-	Non	De 100 à 350 CZK de l'heure
Cas B	Non	Montant contractuel, mais selon le tarif de l'avocat 1 000 CZK par acte	Non (cela dépend de l'autre pays)	-	-	Non	De 100 à 350 CZK de l'heure

Frais d'indemnisation des témoins, de gage ou de garantie et autres frais connexes

Étude de cas	Indemnisation des témoins		Gage ou garantie		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Frais	Ce dispositif existe-t-il et quand et comment y a-t-on recours?	Frais	Description	Frais
Cas A	Oui, en fonction de leurs coûts réels	Ils varient en fonction des spécificités de l' affaire	Non, pas dans ce type de procédure	-	-	-
Cas B	Oui, en fonction de leurs coûts réels	Ils varient en fonction des spécificités de l' affaire	Non, pas dans ce type de procédure	-	-	-

Coût de l'aide juridictionnelle et autres défraiements

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements			
	Quand et à quelles conditions est-elle applicable?	Quand l'aide juridictionnelle est-elle octroyée intégralement?	Quelles sont les conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas intégral, quel en est le pourcentage en règle générale?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a versée?
Cas A	Uniquement les ONG	-	-	En règle générale, non. Toutefois, la juridiction peut accorder des indemnités si les circonstances du cas le justifient.	-	Cela dépend de la décision de la juridiction, mais en général aucun.	Non
	Voir la directive relative à l'aide	-	-	En règle générale, non. Toutefois, la	-	Cela dépend de la décision de la	Non

Cas B	juridictionnelle dans les litiges transfrontaliers.			juridiction peut accorder des indemnités si les circonstances du cas le justifient.		juridiction, mais en général aucun.	
--------------	---	--	--	---	--	-------------------------------------	--

Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transnationaux?	
	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Quel est son coût approximatif?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Quel est son coût approximatif?	Description	Quel est son coût approximatif?
Cas A	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	De 100 à 350 CZK par page	-	-	-	-
Cas B	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	De 100 à 350 CZK par page	Lorsque la partie ou le témoin est étranger ou ne comprend pas le tchèque.	De 100 à 350 CZK de l'heure	-	-

Dernière mise à jour: 02/11/2020

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

Étude de cas n° 4 – droit commercial – contrats - République tchèque

Dans cette étude de cas sur le droit commercial – droit des contrats, il a été demandé aux États membres de conseiller le vendeur au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Cas A – Situation nationale: une société a livré des marchandises d'une valeur de 20 000 EUR. Le vendeur n'a pas été payé parce que l'acheteur considère que les marchandises ne correspondent pas à ce qui avait été convenu.

Le vendeur décide d'intenter une action en justice pour obtenir le parfait paiement du prix.

Cas B – Situation transnationale: une société dont le siège social est situé dans l'État membre B livre des marchandises d'une valeur de 20 000 EUR à un acheteur situé dans l'État membre A. Le contrat est régi par le droit de l'État membre B et est rédigé dans la langue de l'État membre B. Le vendeur n'a pas été payé parce que l'acheteur situé dans l'État membre A considère que les marchandises ne correspondent pas à ce qui avait été convenu. Le vendeur décide d'intenter une action en justice dans l'État membre A pour obtenir le parfait paiement du prix prévu par le contrat signé avec l'acheteur.

Frais en République tchèque

Frais afférents aux instances, aux appels et aux modes alternatifs de règlement des conflits

Étude de cas	Instances			Appels			Modes alternatifs de règlement des conflits	
	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Frais d'acte	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Frais d'acte	Ce mode de règlement est-il possible pour résoudre ce type de cas?	Frais
Cas A	5 % du montant pour l'objet de la procédure, jusqu' à 40 000 000 CZK	Sans objet (s.o.)	Non.	5 % du montant	Sans objet (s.o.)	Non.	Oui (par exemple, arbitrage ou médiation)	Montant contractuel
Cas B	5 % du montant pour l'objet de la procédure, jusqu' à 40 000 000 CZK	Sans objet (s.o.)	Non.	5 % du montant	Sans objet (s.o.)	Non.	Oui (par exemple, arbitrage ou médiation)	Montant contractuel

Honoraires de l'avocat, de l'huissier et de l'expert

Étude de cas	Avocat		Huissier			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Frais
	Non.		Non.	-	-	Non.	

Cas A		Montant contractuel					De 100 à 350 CZK de l'heure
Cas B	Non.	Montant contractuel	Non.	-	-	Non.	De 100 à 350 CZK de l'heure

Frais d'indemnisation des témoins, de gage ou de garantie et autres frais connexes

Étude de cas	Indemnisation des témoins		Gage ou garantie		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Frais	Ce dispositif existe-t-il et quand et comment y a-t-on recours?	Frais	Description	Frais
Cas A	Oui. Les frais réels encourus sont payés.	Ils varient en fonction des spécificités de l'affaire	En matière commerciale, si une mesure provisoire est requise.	50 000 CZK	-	-
Cas B	Oui. Les frais réels encourus sont payés.	Ils varient en fonction des spécificités de l'affaire	En matière commerciale, si une mesure provisoire est requise.	50 000 CZK	-	-

Coût de l'aide juridictionnelle et autres défraiements

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements			
	Quand et à quelles conditions est-elle applicable?	Quand l'aide juridictionnelle est-elle octroyée intégralement?	Quelles sont les conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas intégral, quel en est le pourcentage en règle générale?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a versée?
Cas A	En droit commercial, très rarement.	-	-	Oui.	Cela dépend des circonstances du cas.	Le remboursement intégral des frais peut être exigé.	Non.
Cas B	Voir la directive relative à l'aide judiciaire dans les litiges transfrontaliers.	-	-	Oui.	Cela dépend des circonstances du cas.	Le remboursement intégral des frais peut être exigé.	Non.

Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation	
	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Quel est son coût approximatif?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Quel est son coût approximatif?
Cas A	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	De 100 à 350 CZK par page	-	-
Cas B	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	De 100 à 350 CZK par page	Lorsque la partie ou le témoin est étranger ou ne comprend pas le tchèque.	De 100 à 350 CZK de l'heure

Dernière mise à jour: 02/11/2020

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

Étude de cas n° 5 – droit commercial - responsabilité - République tchèque

Dans cette étude de cas sur le droit commercial – droit de la responsabilité, il a été demandé aux États membres de conseiller le client au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Cas A – Situation nationale: un fabricant d'équipements de chauffage livre un appareil de chauffage à un installateur. Celui-ci revend l'appareil à un client qui souhaite en équiper sa maison (et l'installe). Peu de temps après, un incendie se déclare dans la maison. Chacun des intervenants (le fabricant d'appareils de chauffage, l'installateur, le client final) est assuré. L'origine de l'incendie est contestée. Aucun des acteurs ne veut indemniser le client.

Le client décide de poursuivre en justice le fabricant, l'installateur et les compagnies d'assurances pour obtenir une indemnisation complète.

Cas B – Situation transnationale: un fabricant d'équipements de chauffage établi dans l'État membre B livre un appareil de chauffage à un installateur situé dans l'État membre C. L'installateur revend l'appareil à un client dans l'État membre A pour équiper sa maison (et l'installe). Peu de temps après, un incendie se déclare dans la maison. Chacune des parties (le fabricant d'appareils de chauffage, l'installateur, le client final) est assurée auprès d'une compagnie d'assurances dans son propre État membre. L'origine de l'incendie est contestée. Aucun des acteurs ne veut indemniser le client.

Le client décide de porter plainte dans l'État membre A contre le fabricant, l'installateur, et la compagnie d'assurances, afin d'obtenir réparation intégrale dans l'État membre A.

Frais en République tchèque

Frais afférents aux instances, aux appels et aux modes alternatifs de règlement des conflits

Étude de cas	Instances			Appels			Modes alternatifs de règlement des conflits	
	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Frais d'acte	Frais d'instance initiaux	Frais de transcription	Frais d'acte	Ce mode de règlement est-il possible pour résoudre ce type de cas?	Frais
Cas A	5 % du montant (assurance obligatoire)	Sans objet (s.o.)	Non.	5 % du montant	Sans objet (s.o.)	Non.	Oui (facultatif)	Montant contractuel (généralement 1 000 CZK de l'heure, 3 heures)
Cas B	5 % du montant (assurance obligatoire)	Sans objet (s.o.)	Non.	5 % du montant	Sans objet (s.o.)	Non.	Oui (facultatif)	Montant contractuel

Honoraires de l'avocat, de l'huissier et de l'expert

Étude de cas	Avocat		Huissier			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Frais
Cas A	Non.	Montant contractuel	Non.	-	-	Non.	De 100 à 350 CZK de l'heure
Cas B	Non.	Montant contractuel	Non.	-	-	Non.	De 100 à 350 CZK de l'heure

Frais d'indemnisation des témoins, de gage ou de garantie et autres frais connexes

Étude de cas	Indemnisation des témoins		Gage ou garantie		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Frais	Ce dispositif existe-t-il et quand et comment y a-t-on recours?	Frais	Description	Frais
Cas A	Oui. Les frais réels encourus sont payés.	Ils varient en fonction des spécificités de l'affaire	Si une mesure provisoire est requise.	10 000 CZK	Coût des éléments de preuve	Ils varient en fonction des spécificités de l'affaire
Cas B	Oui. Les frais réels encourus sont payés.	Ils varient en fonction des spécificités de l'affaire	Si une mesure provisoire est requise	10 000 CZK	Coût des éléments de preuve	Ils varient en fonction des spécificités de l'affaire

Coût de l'aide juridictionnelle et autres défraiements

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements		
		Quand l'aide juridictionnelle			Si le remboursement n'	

	Quand et à quelles conditions est-elle applicable?	est-elle octroyée intégralement?	Quelles sont les conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	est pas intégral, quel en est le pourcentage en règle générale?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a versée?
Cas A	Centres de protection des consommateurs, autres ONG	Si cela est strictement nécessaire à la protection des intérêts d'une partie, la juridiction désigne un avocat pour la représenter.	à la demande de la partie, selon sa situation financière et la complexité du litige.	Oui.	Cela dépend des circonstances du cas.	Le remboursement intégral des frais peut être exigé.	Non.
Cas B	Voir la directive relative à l'aide judiciaire dans les litiges transfrontaliers; également le Centre européen des consommateurs	Si cela est strictement nécessaire à la protection des intérêts d'une partie, la juridiction désigne un avocat pour la représenter.	à la demande de la partie, selon sa situation financière et la complexité du litige.	Oui.	Cela dépend des circonstances du cas.	Le remboursement intégral des frais peut être exigé.	Non.

Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation	
	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Quel est son coût approximatif?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Quel est son coût approximatif?
Cas A	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	De 100 à 350 CZK par page	-	-
Cas B	Documents originaux en langue étrangère nécessaires à la procédure	De 100 à 350 CZK par page	Lorsque la partie ou le témoin est étranger ou ne comprend pas le tchèque.	De 100 à 350 CZK de l'heure

Dernière mise à jour: 02/11/2020

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.